

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 18/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA LE PIN

LE PIN

44270 Machecoul-Saint-Même

Références : 2024-00016
Code AIOT : 0054402302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement SCEA LE PIN implanté LE PIN 44270 MACHECOUL-SAINT-MÊME. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA LE PIN
- LE PIN 44270 MACHECOUL-SAINT-MÊME
- Code AIOT : 0054402302
- Régime : Élevage de gibier de volaille soumis à autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	Demande d'action corrective	4 mois
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13	Demande d'action corrective	3 mois
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	2 mois
14	Emissions atmosphérique d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conformité de l'installation au dossier	Lettre du 18/02/2011
3	Intégrations paysagères	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
4	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
9	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
10	Parcours	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 20, 21 et 22
11	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Élevage bien tenu dans l'ensemble, cependant quelques non-conformités nécessitant des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation au dossier

Référence réglementaire : Lettre du 18/02/2011
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Nature et Effectif
Constats : 19 000 animaux le jour de l'inspection, soit 17 000 perdrix et 2 000 faisans. Conforme aux effectifs autorisés, soit moins de 52 000.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Distance minimale d'implantation des bâtiments d'élevage et leurs annexes
Constats : Mise en place d'une volière en cours : absence de porter-à-connaissance permettant d'évaluer le respect des prescriptions, notamment des règles d'implantations vis-à-vis des tiers ou des cours d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un porter-à-connaissance du projet de nouvelle volière précisant notamment les distances d'implantation par rapport au tiers, au cours d'eau ou au forage.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Intégrations paysagères

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Intégration paysagère et propreté des installations et de leurs abords.
Constats : Abords correctement entretenus. Élevage intégré dans le paysage : préservation des haies, bâtiments de petites tailles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Propreté des locaux. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
Constats : Propreté des locaux satisfaisante. Plan de lutte contre les nuisibles réalisé par les exploitants : présence d'un plan situant l'ensemble des pièges sur l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Bâtiments d'élevage et ouvrages de stockage des effluents. Stockage des aliments en dehors des bâtiments.
Constats : Bâtiments : plusieurs bâtiments en cours de travaux afin d'améliorer l'isolation thermique. Tunnels : - couverture plastique d'un des tunnels arrachée en totalité et se trouvant sur le sol, une cloison en bois effondrée, réseau et boîtier électrique apparents ; - second tunnel avec une partie de la couverture arrachée exposant le bâtiment aux intempéries et au risque d'envol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en sécurité les tunnels, soit : - par un démantèlement des structures et un dépôt des matériaux vers les filières dédiées ; - ou par une rénovation des bâtiments.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Lutte contre l'incendie
Constats : Réserve incendie à moins de 200 m de l'élevage (étang). Présence de 7 extincteurs mais absence de contrôle depuis 5 ans (contrôle prévu en mars 2025) Vannes de coupure gaz sur chaque bâtiment. Accessibilité des secours satisfaisante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire réaliser le contrôle des extincteurs tous les ans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Registre des risques
Constats : Absence de contrôle des installations électriques (annuelle si présence d'employés) par une société habilitée. Absence de plan des zones à risques d'explosion ou d'incendie (cuve fuel, cuve gaz,...)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Faire réaliser le contrôle des installations électriques (annuel si présence d'employés) par une société habilitée. Faire un plan des zones à risques d'explosion ou d'incendie (cuve fuel, cuve gaz,...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Dispositif de rétention des produits dangereux pour l'environnement.
Constats :

Absence de dispositif de rétention pour le stockage des produits dangereux pour l'environnement (bidons de désinfectant ou de nettoyage,...). Cuve fuel avec double parois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Mettre en place un dispositif de rétention pour le stockage des bidons de désinfection et de tout autre produit dangereux pour l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion de l'eau
Constats :
Approvisionnement en eau : service d'eau public Absence de fuite d'eau
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Parcours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 20, 21 et 22
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : État des parcours : - volaille - porc - bovin
Constats :
État des parcours satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Stockage des effluents
Constats :
Effluent solide correspondant aux fientes des animaux en bâtiment : exporté vers l'unité de compostage, la SARL GUILBAUD à BEAUPREAU
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion des déchets et des sous-produits animaux
Constats : Cadavres : présence de deux congélateurs et de trois bacs d'équarrissage Bidons de produits : société CAVAC Ferrailles : société PAPREC Autres déchets : déchetterie ou dépôts volontaires de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Mise en œuvre des meilleurs techniques disponibles
Constats : Lumière : néons LED Abreuvement : pipettes en bâtiment Isolation de certains vieux bâtiments en cours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Émissions atmosphérique d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac
Constats : Absence de déclaration GEREP en 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser la déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac tous les ans, à commencer par l'année 2025 d'ici la fin mars.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois